



VOTRE CABINET

AUDIT SOCIAL

REALISÉ PAR

MR L'AUDITEUR

25 Rue Lenepveu
49100 Angers

DE L'ENTREPRISE

LES ARTISANS D'ANJOU

25 rue de l'auxence
49000 Angers

Informations générales



Les Artisans d'Anjou

25 rue de l'auxence
49000 Angers

Salariés : 50
Salaire brut moyen : 1 750 €

Détails supplémentaires

L'entreprise Artisans d'Anjou offre trois types de compétences que sont :

- les travaux de réhabilitation de bâtiments existants,
- la construction de bâtiments neufs (logements, bâtiments industriels et fonctionnels et petits ouvrages de Génie Civil),
- le ravalement de façades, ancien et neuf, et l'isolation par l'extérieur ainsi que la peinture

L'entreprise compte 50 salariés dont la convention collective correspond à la convention collective nationale des ouvriers des travaux publics du 15 décembre 1992

Son code APE est le 452 U

Informations générales

SCORE GÉNÉRAL

60/100



L'AUDIT

11

Domaines diagnostiqués

496

Questions traitées

LE POSITIF

229

Pratiques légales

149

Bonnes pratiques identifiées

INFORMATION

Le score général de votre entreprise correspond à un indice de performance de votre gestion des salariés. Plus le score est élevé plus votre entreprise sera compétitive. À contrario, plus le score est faible plus l'entreprise s'en trouvera pénalisée.

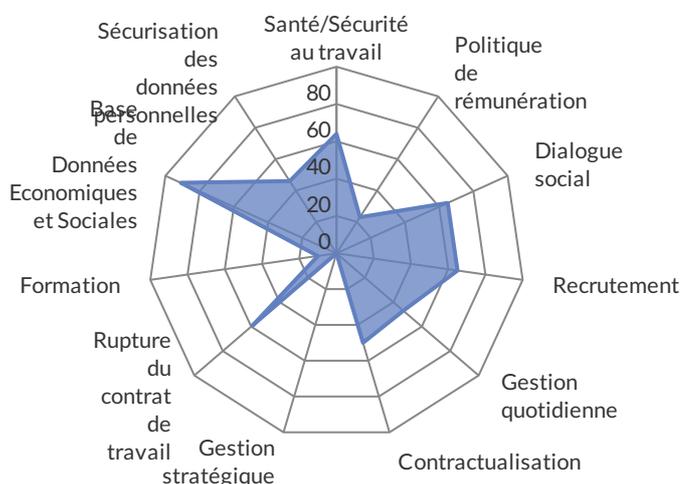
Domaines audités

- Santé/Sécurité au travail
- Dialogue social
- Gestion quotidienne
- Gestion stratégique
- Formation
- Sécurisation des données personnelles
- Politique de rémunération
- Recrutement
- Contractualisation
- Rupture du contrat de travail
- Base de Données Economiques et Sociales

Score général

SCORE GÉNÉRAL

60/100



INDICE DE LÉGALISATION

78 / 100

INFORMATION

Cet indice correspond au degré de réponse à la législation d'une entreprise donnée. Plus l'indice est élevé et plus l'entreprise aura une gestion saine, sécurisée et dépourvue de risques juridiques ou financiers.

INDICE DE PERFORMANCE

73 / 100

INFORMATION

Cet indice révèle le degré de performance RH actuel de votre entreprise et concrétise ainsi le potentiel de compétitivité restant à développer.

PAR DOMAINES

		SCORE	INDICE DE LÉGALISATION	INDICE DE PERFORMANCE
Base de Données Economiques et Sociales	🏆	91	95	100
Recrutement	🥈	65	87	70
Dialogue social	🥈	65	81	75
Santé/Sécurité au travail	🥈	64	82	50
Rupture du contrat de travail	🏆	59	80	0
Contractualisation	🏆	50	72	64
Gestion quotidienne	🏆	47	68	68
Sécurisation des données personnelles	🏆	46	69	65
Politique de rémunération	🥉	23	46	55
Formation	🥉	10	25	46
Gestion stratégique	🥉	0	0	98

Risques globaux

AMENDES
ADMINISTRATIVES

2,4 M €

47,4 K € par salarié



INFORMATION

L'amende administrative estimée par Ema est basée sur l'échelle maximale des sanctions administratives et pénales prévues par le code du travail pour une personne physique. Les montants sont à multiplier par 5 pour être applicables à une personne morale.



IRRÉGULARITÉ DE FORME

5



INFORMATION

Ce risque correspond aux erreurs sur la forme de certains documents et de certaines procédures commises par les employeurs dans leurs relations avec leurs salariés. Auparavant, ces erreurs débouchaient très souvent sur des requalifications en CDI ou encore sur des licenciements sans causes réelles et sérieuses alors que désormais, ce risque est plafonné à 1 mois de salaire par personne concernée.



RISQUE DE PRISON
6 années



INFORMATION

Le risque de prison est un indicateur mesurant le nombre d'années de prison encourues par le chef d'entreprise. Ce risque est basé sur l'échelle maximale des sanctions pénales prévues par le code du travail pour une personne physique.



RISQUE SOCIAL
Fort

INFORMATION

Le risque social est un indicateur donnant une tendance sur la probabilité de voir survenir un procès devant le conseil de prud'hommes. Plus la tendance est faible et plus le risque de procès prud'hommal diminue.

Risques juridiques

PERTE DES EXONÉRATIONS SOCIALES ET FISCALES

1

avec un maximum de 11



INFORMATION

Cet indicateur mesure le nombre de pratiques pouvant conduire à la perte de certaines exonérations sociales et fiscales dont profite l'entreprise.



FAUTES INEXCUSABLES

11

avec un maximum de 40



INFORMATION

Le risque de faute inexcusable est lié à la partie Santé/Sécurité au travail et identifie les pratiques pouvant générer une augmentation des accidents de travail, des maladies professionnelles, et des inaptitudes chez vos salariés. Il identifie également le nombre de pratiques pouvant conduire à une action en faute inexcusable de l'employeur devant le Tribunal aux Affaires de la Sécurité Sociale. Attention, la reconnaissance de la faute inexcusable emporte de très lourdes conséquences financières qui ne peuvent être estimées.



REQUALIFICATION EN CDI TEMPS PLEIN

4

avec un maximum de 34



INFORMATION

Le risque de requalification en CDI temps plein est un risque juridique découlant du non respect des règles de bases liées entre autres aux CDD et aux temps partiels.



Santé/Sécurité au travail

SCORE

64/100



INDICE DE LÉGALISATION

82 / 100

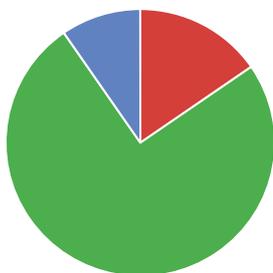
INDICE DE PERFORMANCE

50 / 100

DESCRIPTION DU DOMAINE

L'audit de ce domaine porte sur l'ensemble des obligations de votre entreprise en matière de santé et de sécurité au travail, du suivi médical de vos salariés en passant par vos obligations techniques et administratives.

Vos pratiques, risques et opportunités



8 pratiques illégales
39 pratiques légales
5 bonnes pratiques

INFORMATION

Ce schéma présente la part des bonnes pratiques, des pratiques légales, et illégales détectées pour un domaine donné, lors de l'audit. Il permet avant tout de se faire une idée de la marge de progression restante sur un domaine donné.

Amende admini.



1,7 M €

Irrégul. de forme



Aucune

Risque de prison



Aucun

Risques juridiques



0



0



8



0



0



0



0



2

Opportunités à saisir



0



3



1

Légende des risques :

Perte des exonérations sociales et fiscales
 Requalification en CDI temps plein
 Licenciement sans cause réelle et sérieuse
 Rappel de salaire sur trois ans
 Redressement URSSAF
 Fautes inexcusables
 Pénal
 Travail dissimulé
 Risque psychosocial

Légende des opportunités :

Economique
 Motivation
 Bien-être

Détails par sous-domaine

SOUS-DOMAINES	AMENDE ADMINI.	RISQUES JURIDIQUES	OPPORTUNITÉS À SAISIR
Document unique d'évaluation des risques professionnels	150 K €	 	 
Formations Sécurité	1 M €		
Gestion des AT/MP	-		
Pénibilité	7,5 K €		
Registre de sécurité	37,5 K €		
Sécurité : Obligations Techniques	537,5 K €		
Suivi médical	-		

Légende des risques :

-  Perte des exonérations sociales et fiscales
-  Requalification en CDI temps plein
-  Licenciement sans cause réelle et sérieuse
-  Rappel de salaire sur trois ans
-  Redressement URSSAF
-  Fautes inexcusables
-  Pénal
-  Travail dissimulé
-  Risque psychosocial

Légende des opportunités :

-  Economique
-  Motivation
-  Bien-être

Commentaire

Le DUERP est à mettre à jour, cette mise à jour permettra d'y ajouter :

- Une analyse des risques séparée en fonction des unités de travail.
- L'ajout d'une colonne : Moyens de prévention en place. Ceci vous permettra de mettre en avant les procédures, méthodes et outils que vous avez pu mettre en place tout en les dissociant de ce qui reste à faire.

A titre d'information, la visite d'information et de prévention a remplacé la visite médicale d'embauche depuis le 1er janvier 2017.

Désormais, la visite d'information et de prévention doit être réalisée dans les 3 mois suivant la prise de poste du salarié.

Si votre salarié travaille de nuit, cette visite d'information et de prévention devra être réalisée avant la prise de poste.

Dans le cas où votre salarié devrait disposer d'un suivi médical renforcé, la nature et la périodicité de ces visites seront déterminées par le médecin du travail à l'issue de la première visite.

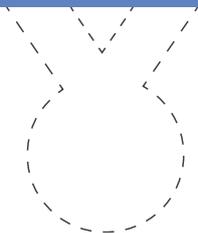
Sont ainsi visés les postes qui exposent les salariés :

1. A l'amiante ;
2. Au plomb dans les conditions prévues à l'article R. 4412-160 ;
3. Aux agents cancérigènes, mutagènes ou toxiques ;
4. Aux agents biologiques pouvant provoquer des maladies graves ;
5. Aux rayonnements ionisants ;
6. Au risque hyperbare ;
7. Au risque de chute de hauteur lors des opérations de montage et de démontage d'échafaudages.

Politique de rémunération

SCORE

23/100



INDICE DE LÉGALISATION

46 / 100

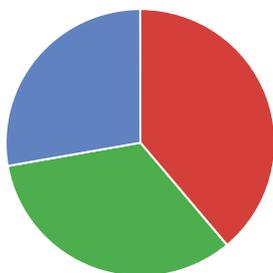
INDICE DE PERFORMANCE

55 / 100

DESCRIPTION DU DOMAINE

L'audit de ce domaine porte sur la cohérence de la politique de rémunération de votre entreprise au sens large.

Vos pratiques, risques et opportunités



- 7 pratiques illégales
- 6 pratiques légales
- 5 bonnes pratiques

INFORMATION

Ce schéma présente la part des bonnes pratiques, des pratiques légales, et illégales détectées pour un domaine donné, lors de l'audit. Il permet avant tout de se faire une idée de la marge de progression restante sur un domaine donné.

Amende admini.



45 K €

Irrégul. de forme



Aucune

Risque de prison



3 années

Risques juridiques



0



5



0



0



0



6



0



1

Opportunités à saisir



6



2



8

Légende des risques :

- Perte des exonérations sociales et fiscales
- Requalification en CDI temps plein
- Licenciement sans cause réelle et sérieuse
- Rappel de salaire sur trois ans
- Redressement URSSAF
- Fautes inexcusables
- Pénal
- Travail dissimulé
- Risque psychosocial

Légende des opportunités :

- Economique
- Motivation
- Bien-être

Sécurisation des données personnelles

SCORE

46/100



INDICE DE LÉGALISATION

69 / 100

INDICE DE PERFORMANCE

65 / 100

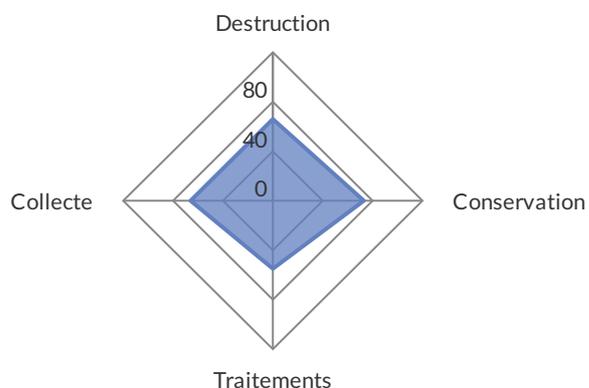
DESCRIPTION DU DOMAINE

Les entreprises doivent désormais assurer une sécurisation des données personnelles à chaque instant et être en mesure de la démontrer.

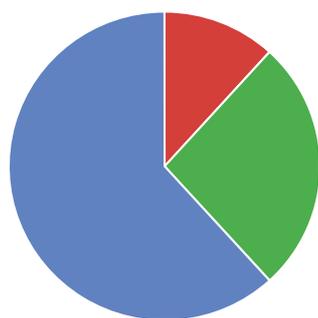
Niveaux de conformités

INFORMATION

Le niveau de conformité RGPD de votre entreprise correspond à un indice de votre bonne gestion des données sociales de vos salariés. Plus le niveau est élevé, plus votre entreprise utilise des procédures sécurisantes vis-à-vis des données sociales. À contrario, plus le niveau est faible, plus l'entreprise présente un risque de perte ou fuites de données sensibles liées à la gestion R.H.. Ce schéma présente cet indice pour l'ensemble des étapes de vie d'une donnée : sa collecte, son traitement, sa conservation et enfin sa destruction.



Vos pratiques



- 4 pratiques illégales
- 9 pratiques légales
- 21 bonnes pratiques

INFORMATION

Ce schéma présente la part des bonnes pratiques, des pratiques légales, et illégales détectées pour un domaine donné, lors de l'audit. Il permet avant tout de se faire une idée de la marge de progression restante sur un domaine donné.

SOUS-DOMAINE	NIVEAU CONFORMITÉ	PRATIQUES ILLÉGALES	BONNES PRATIQUES
Collecte	66 %	2	6
Traitements	55 %	1	5
Conservation	73 %	0	11
Destruction	66 %	1	8